



PROJET D'AMELIORATION DE LA GOUVERNANCE DE LA RESILIENCE ET DE LA SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITIONNELLE ET DE L'AGRICULTURE DURABLE EN AFRIQUE DE L'OUEST (PAGR-SANAD)

Assistance Technique au PAGR-SANAD

EuropeAid/139135/DH/SER/BF

NOTE CONCEPTUELLE

ENJEUX DU RENFORCEMENT DES CAPACITES DES ACTEURS (OIG, OSC/ROPPA) dans le cadre du PAGR SANAD

THEMES : SECURITE ALIMENTAIRE, SECURITE NUTRITIONNELLE, SYSTEMES ALIMENTAIRES DURABLES AU SAHEL EN AFRIQUE DE L'OUEST

PERSPECTIVE ECOWAP 2025 & ODD2

Par Dr Ismael Thiam/AT PAGR-SANAD



Ce projet est financé
par l'Union européenne



Un projet mis en œuvre par
AGRER-QUAREIN

I. CONTEXTE

L'Union Européenne s'est engagée avec les Commissions de la CEDEAO et de l'UEMOA à financer dans le cadre du Programme Indicatif Régional (PIR) du 11ème Fonds Européen de Développement (FED) un Projet d'amélioration de la gouvernance de la résilience et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et de l'agriculture durable en Afrique de l'Ouest (PAGR SANAD).

Le PAGR-SANAD a pour objectifs et résultats suivants :

Objectif général : Améliorer la gouvernance régionale et nationale des politiques et programmes agricoles et de sécurité alimentaire et nutritionnelle en Afrique de l'Ouest et au Sahel dans le contexte de la résilience.

Objectif spécifique : Développer les capacités requises au sein des institutions régionales et nationales pour renforcer la gouvernance régionale de la sécurité alimentaire et nutritionnelle et des politiques agricoles dans le contexte de la résilience en Afrique de l'Ouest en vue de l'atteinte de l'objectif "faim zéro d'ici 2025".

Les Résultats attendus :

- a) Les principaux acteurs institutionnels régionaux Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) et CILSS) et les Organisations professionnelles régionales ont renforcé leurs capacités en matière de Résilience et de sécurité alimentaire et nutritionnelle, d'agriculture durable.
- b) Les réformes nécessaires des cadres, instruments et outils clés d'information et de suivi évaluation des politiques agricoles et de la sécurité alimentaire et nutritionnelle sont entreprises dans une logique de résilience et la réalisation de statistiques ventilées par sexe/âge.
- c) La nutrition est intégrée et prise en compte de façon effective dans les politiques agricoles et de sécurité alimentaire.

La présente note met en exergue des défis importants du projet PAGR SANAD sur la problématique du renforcement des capacités des acteurs intervenant dans les Organisations Inter Gouvernementales, (CEDEAO, UEMOA, CILSS) et le Réseau de Organismes de producteurs, de la Société Civile.

Face aux défis alimentaires et nutritionnels de plus en plus complexes et récurrents, relevant de causes multiples, structurelles et/ou conjoncturelles, des politiques et stratégies ainsi que des programmes et projets, ont été formulés et mis en œuvre ces 15 dernières années en Afrique de l'Ouest et le Sahel. Cependant les résultats restent très en deçà des attentes comme souligné dans la dernière évaluation de l'ECOWAS Agricultural Policy (l'ECOWAP+IO).

Sur le plan des politiques régionales, si les enjeux de l'accroissement de la production sont bien appréhendés (et principalement pris en compte à travers l'ECOWAP et la politique agricole de l'Union (PAU)), des efforts importants restent à accomplir pour relever les défis d'une sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN) durable en Afrique de l'Ouest et au Sahel (CSSA/CILSS, ECOWAP et PAU).

La malnutrition reste un problème majeur en Afrique de l'Ouest, avec ses manifestations liées à des carences protéino énergétique (émaciation, retard de croissance, insuffisance pondérale), en vitamines

et minéraux (fer, iode, vitamine A, Zinc,) mais aussi à des excès (surpoids, obésité et ou maladies chroniques liées à l'alimentation).

Les données sur la situation nutritionnelle fournies par le rapport (UNICEF, OMS, BM. 2020)¹, montrent des progressions lentes, pour réduire la malnutrition chronique de moitié, en 2030, de même que, des difficultés d'atteindre l'objectif mondial de l'Assemblée Mondiale de la Santé, pour réduire de 30 % la prévalence des nourrissons de faible poids à la naissance en 2030. Selon ce rapport, l'émaciation (sévère et modérée), concerne 12.7 millions de jeunes Africains, avec 3.5 % de formes sévères, la région Ouest Africaine en compte 4.8 millions (7.5%).

Le surpoids, touche de plus en plus de jeunes de moins de 5 ans, il touche 38 millions (5.8%) d'enfants dans le monde, dont 1.9% en Afrique de l'Ouest

La malnutrition chronique, au niveau global a diminué de 10 p. 100 au cours des six dernières années, cependant l'Afrique a fait le moins de progrès dans la réduction de sa prévalence depuis 2012, avec 57,5 millions d'enfants de moins de 5 ans touchés dont 7,8% en Afrique de l'Ouest. Le retard de croissance (malnutrition chronique), est le meilleur indicateur global du bien-être des enfants et un reflet exact des inégalités sociales. Le retard de la croissance linéaire, débute souvent in utero, et se poursuit pendant au moins les deux premières années de la vie postnatale. Il sert de marqueur des désordres pathologiques multiples liés à la morbidité et à la mortalité accrue, à la perte du potentiel de croissance physique, psychomoteur, et cognitif, avec un risque élevé de développement de maladies chroniques à l'âge adulte². Cette malnutrition chronique, est au cœur des préoccupations de la communauté internationale, car elle est le témoin d'un niveau de développement économique précaire, reflet de la situation de la plupart des pays d'Afrique de l'Ouest.

A l'échelon continental, l'Union Africaine en a fait le constat, et s'est engagée à intensifier les efforts pour mettre fin à la faim et à la malnutrition, car il est inacceptable, que près de 800 millions de personnes souffrent d'une malnutrition chronique, et n'aient pas accès à des aliments suffisants, sûrs et nutritifs³. Suffisant pour saisir tant l'ampleur que la gravité du problème de l'alimentation, qui est un Droit reconnu dans la Déclaration Universelle des Droits de l'Homme.

Dans un monde qui traverse une transition démographique, épidémiologique, alimentaire et nutritionnelle, la malnutrition offre de plus en plus, dans les pays à faibles revenus et les pays à revenus intermédiaires, une nouvelle facette. La malnutrition chronique, les carences en vitamines et minéraux coexistent dans la même culture, avec de plus en plus de cas d'obésité, ensemble, elles constituent un triple fardeau pour la santé et la malnutrition des communautés, elle est maintenant, le plus grand facteur de risque conduisant à une augmentation mondiale du fardeau des maladies non transmissibles

1 United Nations Children's Fund (UNICEF), World Health Organization, International Bank for Reconstruction and Development/The World Bank. Levels and trends in child malnutrition: Key Findings of the 2020 Edition of the Joint Child Malnutrition Estimates. Geneva: World Health Organization.

2 De Onis M. Branca 2016. Childhood stunting: a global perspective. *Matern Child Nutr.* 2016 May; 12(Suppl 1): 12–26.

³ Addis Ababa Action Agenda. Third International Conference on Financing for Development (Addis Ababa, Ethiopia, 13–16 July 2015) and endorsed by the General Assembly in its resolution 69/313 of 27 July 2015.

liées à l'alimentation⁴. Cette situation se reflète aussi dans notre sous-région, comme le montre la figure ci-dessous (Verstraet & Diop 2017)⁵.

Autrement dit, les diverses formes de malnutrition sont inter reliées, tout au long du cycle de vie et entre les générations, la dénutrition dans la période foetale et le début de la vie contribuent à un retard de croissance physique et à un risque plus élevé de surpoids et de maladies chroniques comme le diabète à l'âge adulte (Black et al⁶)



L'augmentation des prévalences de ces maladies liées à l'alimentation, est liée aux profonds changements dans nos systèmes alimentaires, qui affectent tant la disponibilité que l'accès aux aliments, en modifiant la production alimentaire, les systèmes d'approvisionnement et de distribution et l'environnement du commerce des produits alimentaires. Ce qui serait aussi, à la base du changement progressif de notre culture alimentaire (migrant vers une culture plus universelle, à une standardisation), entraînant des changements dans les habitudes et pratiques de consommation et l'état nutritionnel des populations, qui va varier en fonction de la situation socio-économique couches sociales. En effet, les groupes de population les plus défavorisés, se tournent vers des aliments de mauvaise qualité, denses en énergie mais bon marché et abordables. (FAO, 2004)⁷.

Ce qui montre les efforts à faire, dans notre sous-région et dans le Sahel, confrontés en 2018 à une crise exceptionnelle, caractérisée par des besoins humanitaires les plus graves depuis des années, ayant nécessité une intensification urgente de la réponse. Entre juin et août, de la même année, environ 5 millions de personnes, ont eu un besoin urgent d'aide alimentaire, nutritionnelle et de subsistance au Burkina Faso, au Tchad, au Mali, en Mauritanie, au Niger et à Sénégal. (CH, MARS 2018)⁸

Plus récemment (RPCA Avril 2020), il été dénombré près de 17 millions de personnes (7,1 millions pour le seul Nigéria), dont plus de 1,2 million en situation d'urgence, qui auront besoin d'une aide

⁴ Simon F and al.2019. Food Access Deficiencies in Sub-Saharan Africa: Prevalence and Implications for Agricultural Interventions. Front. Sustain. Food Syst. 3:104. doi: 10.3389/fsufs.2019.00104

⁵ Overweight (surpoids) Stunting (retard de croissance).Anemia (anémie) Low birth weight (petit poids de naissance)

⁶ Robert E Black and al. Maternal and child undernutrition: global and regional exposures and health consequences. DO: 10.1016/S0140-6736(07)61690-0.

⁷ The Globalization of food systems in developing countries: impact on food security and nutrition. FAO. Rome,2004

⁸ Global Report on Food Crises Joint Analysis For Better Decisions.2019

alimentaire et nutritionnelle immédiate pendant la soudure, si les mesures nécessaires ne sont pas prises à court terme. Cette aggravation est principalement due à la situation sécuritaire, les crises sanitaires et sécuritaires actuelles, pouvant plonger plus de 50 millions de personnes de plus (actuellement sous pression), dans une longue crise alimentaire nutritionnelle.

L'Afrique de l'Ouest, la sous-région la plus peuplée de l'Afrique au Sud du Sahara, est aussi la région avec la part la plus faible d'insécurité alimentaire 18,4 % en 2019, et devrait diminuer de plus de la moitié au cours de la prochaine décennie. Le Libéria est le pays le plus en insécurité alimentaire dans la région, avec près de 54 % des populations en situation d'insécurité alimentaire en 2019. Des améliorations sont prévues, compte tenu des revenus positifs, la croissance, la stabilité des prix alimentaires, mais d'ici 2029, l'insécurité alimentaire devrait encore être à 40 pour cent⁹, ce qui n'est pas favorable pour la réduction de la faim en Afrique de l'Ouest.

Au demeurant, la sous-région, reste suspendue aux aléas climatiques, en plus d'autres problèmes socio-économiques conjoncturels ou structurels, dont des poches d'insécurité alimentaire et nutritionnelle, ce qui nécessite une attention particulière et tout le temps.

Quelque soient les circonstances, la lutte contre la faim, va devenir une quête permanente au Sahel et en Afrique de l'Ouest, elle va exiger des efforts ardues, dans le cadre global de la lutte contre la pauvreté, elle devra prendre en compte d'autres facteurs, liés à l'accès à la santé et l'éducation qui sont également d'importants moteurs de la faim et de la malnutrition¹⁰ de même que l'assainissement, l'eau, les infrastructures, la terre...

Par ailleurs, selon l'étude sur les progrès réalisés au niveau des pays de la sous-région, sur huit (8) des dix (10) objectifs mondiaux en matière de nutrition pour 2025 : anémie, faible poids à la naissance, allaitement exclusif, retard de croissance chez les enfants, surpoids infantile (y compris obésité), obésité chez les adultes (hommes, femmes) et diabète adulte (hommes, femmes) : il est rapporté que le Bénin et le Cap-Vert, n'ont pas fait de progrès (0 cible), la Guinée Bissau et la Mauritanie sont sur la bonne voie pour une cible, le Burkina Faso, la Côte d'Ivoire, sont sur la bonne voie pour atteindre 2 cibles et le Ghana pour 3 cibles. (Global Nutrition Report 2020).

Les progrès réalisés sont jugés lents et insuffisants, pour l'atteinte des ODD, le contexte du COVID 19, (devant amener à repenser l'atteinte de ODD2), a porté atteinte à deux éléments essentiels pour sa réalisation, que sont, une mondialisation qui fonctionne et une croissance économique soutenue¹¹. En effet, au cours de l'évolution de la pandémie, on a noté dans la plupart de nos pays, des perturbations du marché du travail et du marché alimentaire, occupés majoritairement par des acteurs exerçant dans le secteur agricole et le secteur informel. Ces perturbations ayant eu une forte incidence sur les revenus des acteurs de la chaîne de valeur agricole et sur l'approvisionnement des marchés urbains en céréales, légumes et fruits, de même que l'approvisionnement en poissons dans les zones enclavées du pays (Niang et Thiam 2019)¹² ; de

⁹ Thome, Karen, Michael D. Smith, Kamron Daugherty, Nicholas Rada, Cheryl Christensen, and Birgit Meade. International Food Security Assessment, 2019-2029, GFA-30, U.S. Department of Agriculture, Economic Research Service, August 2019.

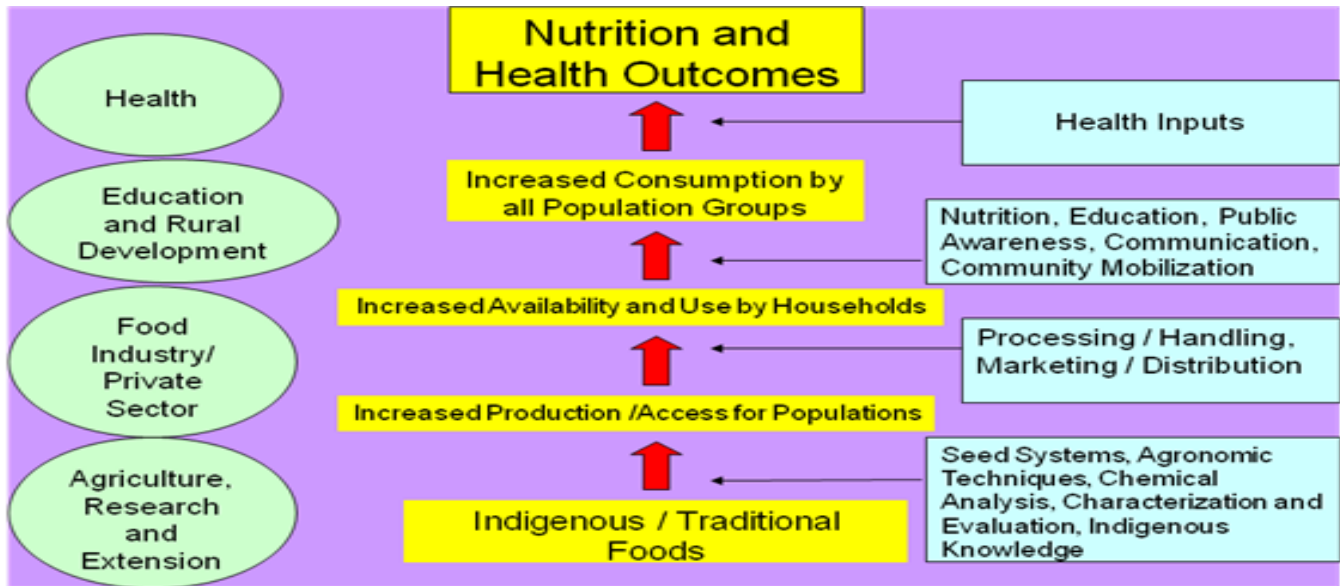
¹⁰ The poorest and hungry: assessments, analyses, and Actions: IFPRI 2020 book / edited by Joachim von Braun, Ruth Vargas Hill, and Rajul Pandya-Lorch.

¹¹ Robin Naidoo & Brendan Fisher. Nature Vol 583 | 9 July 2020

¹² https://www.seneweb.com/news/Contribution/alerte-sur-les-effets-pervers-du-covid-1_n_313811.html

nombreux ménages se sont retrouvés brutalement dans la précarité, ce qui affecte négativement la sécurité alimentaire et nutritionnelle au sein des ménages vulnérables, particulièrement.

L'atteinte de l'ODD2, exige par ailleurs, la prise en compte de ses inter relations avec d'autres ODD notamment 3, 5, 7, 13 et 15 entre autres. Elle nécessite aussi des transformations profondes au plan institutionnel et organisationnel dans la mise en œuvre des politiques et programmes, de sécurité alimentaire et nutritionnelle, d'où l'importance d'un ancrage institutionnel pertinent, pour soutenir les implications intersectorielles, facilitant la mise en œuvre d'interventions sensibles et d'interventions spécifiques, de lutte contre l'insécurité alimentaire et l'insécurité nutritionnelle.



Multi sectoral and Multidisciplinary Platform Agro biodiversity/ Health and Nutrition (Smith, 2008)¹³

Selon UNSCN (2019), les facteurs de risque alimentaires, principaux contributeurs au fardeau mondial de la maladie au niveau mondial, de même que l'impact négatif sur l'environnement, seraient significativement réduits, par l'adoption d'une alimentation plus saine, ce qui est un exemple des synergies entre les Objectifs de Développement durable (ODD), notamment l'ODD2 (sur la réalisation de la faim zéro) et l'ODD 13 (sur la lutte contre le changement climatique), qui sont étroitement liés. En outre, ces deux ODD sont à la base de la réalisation de nombreux autres ODD, sinon l'ensemble de l'Agenda 2030¹⁴

Par conséquent, les initiatives sur le changement climatique, la sécurité alimentaire et nutritionnelle, seront parmi les grands défis dans les pays de la sous-région et le Sahel, selon The Lancet Commission¹⁵,

¹³ ROPPA, Bioversity Intl, WAHO. report of a regional workshop of small-scale farmer organizations, researchers, and representatives from regional and international organizations, 3-5 November, 2009 Ouagadougou, Burkina Faso

¹⁴ Recommendations on food system, nutrition and climate change. Follow-up to the Climate and SDGs Synergies Conference 1-3 April 2019, Copenhagen

¹⁵ The Global Syndemic of Obesity, Undernutrition, and Climate Change: The Lancet Commission report, Lancet 2019; 393: 791–846

dans un avenir proche, les effets en rapport avec le changement climatique sur la santé, aggraveront considérablement le fardeau des maladies.

Le changement climatique peut être considéré comme une pandémie, en raison de ses effets néfastes sur la santé humaine et les systèmes naturels (écosystèmes), dont nous dépendons (c'est-à-dire, la santé planétaire). Ces trois pandémies, l'obésité, la dénutrition et le changement climatique, représentent « le syndémique mondial/Global Syndemic », qui touche la plupart des populations, dans tous les pays et régions du monde. Cette considération justifie les initiatives qui rendent dans le concept de One Health.

Dans une grande partie de l'Afrique de l'Ouest, l'aggravation des niveaux de pauvreté, la faiblesse du développement socio-économique, la croissance démographique, et la densité de population, la dégradation de l'environnement, la flambée des maladies, la mauvaise gouvernance, les conflits armés, la violence, d'autres menaces, sont des facteurs sous-jacents majeurs qui augmentent cumulativement la fragilité des Nations. Les faibles attributs de développement humain s'exacerbent, avec une grande vulnérabilité aux risques/catastrophes, en plus de faibles capacités d'adaptation à des catastrophes, telles que les inondations, les tempêtes, les épidémies et la sécheresse.

Ce tableau sombre de la sous-région, est entre autres raisons, la justification de la mise en œuvre de la Stratégie de renforcement des capacités en matière de gestion/prévention des risques et la résilience dans le Sahel, avec la CEDEAO, l'UA, le CILSS ¹⁶... (qui reprend les grandes orientations du Cadre d'Action de Sendai).

In fine, la sous-région Ouest Africaine et le Sahel, font face à une situation (qui perdure), pouvant compromettre son développement, si des stratégies efficaces de lutte contre l'insécurité alimentaire, et l'insécurité nutritionnelle, et leurs causes structurelles, ne sont pas mises en œuvre, (en tenant d'un environnement complexe), pouvant contribuer à l'atteinte des ODD, d'autant plus que les projections actuelles, pour l'atteinte de l'ODD2 ne sont pas encourageantes.

Des initiatives sont en cours dans la sous-région, mais elles possèdent des limites, qui méritent une réflexion approfondie, des orientations claires et pragmatiques, d'avantage d'actions concrètes.

II JUSTIFICATION DE LA MISE A JOUR TECHNIQUE

Sur la base d'évidences, la problématique de la SAN constitue un défi pour les pays de la sous-région et le Sahel qui se sont engagés dans la mise en œuvre de politique, de programmes, intégrant l'atteinte d'ODD2.

Concernant la SAN, il ressort de l'évaluation d'ECOWAP¹⁷ que le taux de sous-alimentation a baissé, mais dépasse encore dans de nombreux pays la moyenne mondiale (11 %). La situation nutritionnelle est fortement dégradée, avec près de 40 % des enfants de moins de 5 ans qui sont touchés par un retard de croissance, 12 % souffrent de malnutrition aiguë et l'anémie frappe 75 % d'entre eux, soit des taux bien supérieurs aux seuils admis par l'OMS. De la même évaluation, apparaît que, face aux défis alimentaires et nutritionnels de plus en plus complexes et récurrents liés à de multiples causes structurelles et conjoncturelles en rapport avec les politiques et stratégies, ainsi que des programmes et

¹⁶ ECOWAS, AUC, UN Women, UNDRR, ECOWAS, AUC, UN Women, UNDRR, (LCBC, CILSS/AGRHYMET, Peri Peri U, WASCAL). . . Sahel DRR/CCA Régional Project Paper 2019-2021

¹⁷ DAERE/CEDEAO. Synthèse Cadre d'orientation stratégique à l'Horizon 2025 : Acquis et limites des 10 ans de l'ECOWAP/PDDA

projets qui ont été formulés et mis en œuvre ces 15 dernières années, mais les résultats restent très en deçà des attentes¹⁸,

En effet, sur le plan des politiques régionales, si les enjeux de l'accroissement la production est bien appréhendée (et principalement pris en compte à travers l'ECOWAP et la PAU, des efforts importants restent à accomplir pour relever les défis d'une sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN) durable en Afrique de l'Ouest et au Sahel (CSSA/CILSS, ECOWAP et PAU).

Parmi les Enjeux et défis à relever à l'horizon 2025 de l'ECOWAP, figure la lutte contre la faim et la malnutrition, reconnue complexe et multifactorielle, car la malnutrition ne peut être adressée dans le cadre les seules politiques agricoles, il faut des approches intersectorielles et multidimensionnelles. Ce constat est unanime, mais sa réalisation difficile, particulièrement la collaboration entre le secteur de l'agriculture (production alimentaire, données de sécurité alimentaire) et celui de la santé (utilisation des aliments à des fins biologiques, données de sécurité nutritionnelle)¹⁹.

Selon les orientations stratégiques de ECOWAP horizon 25, les politiques agricoles doivent intégrer l'enjeu de la nutrition à travers plusieurs aspects : **a)** l'amélioration des moyens d'existence des ménages vulnérables et la promotion des filets de protection sociale, prenant en considération la malnutrition des enfants, des femmes enceintes et allaitantes ; **b)** la diversification de l'offre alimentaire en général et plus particulièrement, dans les zones où l'autoconsommation familiale reste une modalité majeure d'approvisionnement alimentaire des ménages ruraux; **c)** l'amélioration de la qualité des aliments, qui requière des efforts dans deux domaines principaux : le domaine de la recherche variétale et le domaine des processus de transformation et de conservation des produits ; **d)** ciblage des interventions, tant au niveau des zones, des ménages que des membres du ménage incluant la dimension genre.

Ces orientations pertinentes, peuvent si elles sont efficacement opérationnalisées, contribuer significativement à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, mais aussi à la lutte contre la pauvreté.

Les Organisation Inter Gouvernementales (OIG) notamment la CEDEAO, l'UEMOA et le CILSS soutiennent depuis plusieurs années (avec des projets successifs), les efforts qui militent en faveur du renforcement et l'harmonisation des systèmes d'informations (collecte, analyse et diffusion, information) sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN) ; car elles constituent, la base de développement des politiques alimentaires et nutritionnelles, au cœur du dispositif régional de prévention et de gestion des crises alimentaires (PREGEC) et du Réseau de prévention des crises alimentaires (RPCA). Cependant, l'absence de ressources humaines qualifiées, de budgets « institutionnalisés », n'ont pas permis, une appropriation, une institutionnalisation de la lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et la résilience. Ce qui constitue un défi d'actualité, à prendre en considération dans les initiatives en cours.

Le CILSS suite à la crise du Niger de 2005, a mis en œuvre le projet NUSAPPS (Nutrition Sécurité alimentaire et politiques publiques) en 2007 avec ses partenaires, qui visait l'intégration des indicateurs de nutrition dans les programmes de nutrition, il a permis aussi de disséminer la situation nutritionnelle

¹⁸ Evaluation ECOWAP+IO).

¹⁹ Kathleen Kurz. Ismael Thiam.2010 Collaborating on nutrition and food security: Implications for the health and agriculture sectors. Supplement on the 11th Annual ECOWAS Nutrition Forum

dans les pays de la CEDEAO lors des réunions du PREGEC, de mener des enquêtes de vulnérabilité en milieu urbain (VAMU)²⁰.

Ainsi, en plus d'autres initiatives en cours dans la sous-région, sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, (coûteuses, d'efficacité discutables..., comme rapporté par l'évaluation d'ECOWAP +10), l'UEMOA a développé une politique agricole de l'Union (PAU) qui est opérationnalisée depuis 2015, à travers le Programme Communautaire Décennal de transformation de l'agriculture pour la sécurité alimentaire et nutritionnelle, dans l'espace communautaire : UEMOA (PCD-TASAN). Le PASANAO (Programme d'appui à la sécurité alimentaire et nutritionnel en Afrique de l'Ouest, financé par l'AFD) est l'un des organes d'opérationnalisation, pour l'ECOWAP, avec parmi ses priorités, la sécurité alimentaire et nutritionnelle.

Le ROPPA s'est investi dans des initiatives²¹ sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle²² particulièrement sur l'optimisation de l'utilisation des aliments issus de notre biodiversité, avec ses partenaires incluant la CEDEAO et la FAO. Cette implication des organisations de la société civile reste pertinente pour renforcer le plaidoyer pour le soutien à l'agriculture familiale, la prose en compte de la dimension de genre qui constitue un défi dans nos pays du fait de l'implication des femmes dans toute la chaîne de valeur mais aussi des spécificités de la nutrition, la santé maternelle et infantile²³

Plus récemment, le PAGR SANAD mis en place par l'UE, est mise en œuvre par le CILSS, en collaboration avec la CEDEAO, l'UEMOA, les OPR à travers le ROPPA et les pays, sur la base du principe de subsidiarité (en plus de leurs documents de politique/programmes). En plus, le CILSS, abrite des projets visant la lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, avec l'assistance technique et financière de ses partenaires et des Etats, avec des contraintes organisationnelles, de déficit en ressources humaines qualifiées, de financements durables pour remplir certaines de ses missions, ce qui est aussi un constat dans les OIG.

Par ailleurs, dans la sous-région, il existe une multitude de partenaires, sur la sécurité alimentaire qui soutiennent directement les Etats, sans prendre en compte les recommandations (ou bien corriger les faiblesses antérieures, sous régionales, par une mise en œuvre effective, ce qui ne facilite, ni le suivi de ces recommandations, ni la coordination et la concertation, ni la cohérence en ligne avec le Plan d'Action d'Accra sur l'efficacité de l'aide (ce qui donne une impression d'un éternel recommencement), alors que tous les pays sont signataires de la Déclaration de Paris, d'Adis Ababa sur le Financement du développement, les ODD.

Ces aspects politiques, institutionnelles et programmatiques, sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle complexes reflètent des faiblesses majeures, des incompréhensions profondes, dans les mécanismes, les

²⁰ Le NUSAPP <http://www.cilss.int/index.php/nusapps-linitiative-nutrition-securite-alimentaire-et-politiques-publiques-au-sahel/>. « vise à aider les pays à intégrer les données nutritionnelles dans leurs analyses et diagnostics afin d'améliorer la surveillance et l'alerte précoce dans les pays de la sous-région. L'initiative vise également à influencer sur les politiques publiques à travers le renforcement des capacités nationales et la dissémination d'information aux décideurs ».

²¹ A Partnership of the West African Health Organization (WAHO), ROPPA, Bioversity International, the Food and Agriculture Organization (FAO) and the ECOWAS Commission for Agriculture. ABUJA NIGERIA, MAY 18-20 2010.

²² ROPPA, Bioversity Intl, WAHO. report of a regional workshop of small-scale farmer organizations, researchers, and representatives from regional and international organizations, 3-5 November, 2009 Ouagadougou, Burkina Faso

²³ Gender in agriculture closing the Knowledge Gap. IFPRI issue brief October 2014. Edited by Agnes R. Quisumbing, Ruth Meinzen-Dick, Terri L. Raney, André Croppenstedt, Julia A. Behrman, and Amber Peterman

stratégies... de mise en œuvre des engagements, pouvant contribuer efficacement, à la lutte contre l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et la résilience, en Afrique de l'Ouest et le Sahel.

L'USAID à travers une évaluation de Feed The Future une prise de conscience accrue du fait que notre domaine (nutrition) nécessitait une meilleure coordination et collaboration multisectorielle, des mesures spécifiques pour l'agriculture sensible à la nutrition et un meilleur apprentissage des approches éprouvées de mise en œuvre²⁴, ce résultat montre l'importance de disposer d'un cadre de compréhension pour l'action.

Les initiatives multiples, dans la sous-région, rejoignent par ailleurs, les préoccupations de l'UA dans la lutte contre la faim et la malnutrition²⁵, la diversité des acteurs (face à l'ampleur du problème de la sécurité alimentaire et nutritionnelle) devrait être une opportunité, si des transformations institutionnelles, organisationnelles, étaient menées, pour l'opérationnalisation des politiques et programmes, incluant la prise en compte des avantages comparatifs des différentes parties prenantes. Un changement de paradigme à opérer.

La CEDEAO, a affiché des ambitions pertinentes sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, à travers ECOWAP horizon 2025²⁶, dont le cadre stratégique vise à travers son objectif Stratégique 3 (**OS3**), à « Améliorer l'accès à l'alimentation, la nutrition et renforcer la résilience des populations vulnérables », en se focalisant sur ces résultats majeurs :

1. La résilience des ménages est renforcée et leur vulnérabilité à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle chronique est réduite ;
2. L'intégration de la nutrition dans les programmes agricoles et alimentaires concourt à la mise en œuvre des stratégies globales de lutte contre la malnutrition ;
3. La prévention et la gestion des crises alimentaires et nutritionnelles conjoncturelles est assurée ;
4. La gouvernance de la sécurité alimentaire et nutritionnelle est renforcée dans le cadre de la vision Faim Zéro.

La problématique de l'intégration de la nutrition dans les politiques et programmes agricoles, est aussi ancienne que les crises de sécurité alimentaire et nutritionnelle, du fait de conception et d'analyse différentes de la nutrition, de l'alimentation, entre sécurité alimentaire, sécurité nutritionnelle,...devenues complexes, dans un contexte d'émergence des maladies chroniques liées à l'alimentation (diabète, maladies cardiovasculaires, obésité...), des effets du aux changements climatiques sur l'alimentation et la santé, et les actions anthropiques sur nos écosystèmes... La sécurité alimentaire et nutritionnelle, semble être à la mode, souvent instrumentalisée, sans signification opératoire pragmatique, ce qui rend sa lutte difficile.

L'harmonisation des systèmes d'information sur la SAN vu la palette d'outils de collecte et d'analyse existants, est une nécessité pour la sous-région, afin qu'ils puissent fournir régulièrement des données

²⁴ Heather Dantona, Sarah Titus Taking action: Five ways to improve nutrition through agriculture now. Global Food Security. (18); 2018 44-47.

²⁵ Addis Ababa Action Agenda. Third International Conference on Financing for Development (Addis Ababa, Ethiopia, 13–16 July 2015) and endorsed by the General Assembly in its resolution 69/313 of 27 July 2015.

²⁶ Département Agriculture, Environnement et Ressources en Eau de la CEDEAO (DAERE) Cadre d'orientation stratégique à l'Horizon 2025, Nov. 2017

de qualité. La multiplicité des systèmes est due à une multitude de raisons dont la question du financement et de l'opérationnalisation des systèmes d'information sur la SAN.

Le Cadre harmonisé ²⁷ (CH) devenu, (finalement), l'outil de référence dans la région permettant la classification de la sévérité de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle aigue, dans le but d'aider à la prise de décision, pour apporter des réponses urgentes appropriées.

Dans le cadre de la mise en œuvre du projet PAGR SANAD, à travers sa composante trois (3), il est envisagé d'appuyer l'intégration effective de la Nutrition dans les politiques et programmes agricoles et de sécurité alimentaire, au niveau régional et au niveau national, incluant la prise en compte des bonnes pratiques nutritionnelles et d'alimentation, dans les pays d'Afrique de l'Ouest et du Sahel ».

Cette composante (3), centrée sur la nutrition, ne pourrait être opérationnalisée efficacement que de manière transversale, à la dimension de la nutrition de ses déterminants complexes, en collaboration/coordination avec les autres composantes du projet, notamment sur les questions de développement institutionnel, de renforcement des dispositifs et systèmes d'information, de suivi évaluation des politiques et programmes agricoles et de sécurité alimentaire et nutritionnelle et de résilience.

La mise en œuvre de SANAD doit s'appuyer en sus des documents de politiques existants, sur des plateformes multisectoriels et multi acteurs, mis en place par les OIG et les OPR, qui elles aussi doivent avoir une compréhension commune sur les questions de gouvernance de la SAN au Sahel et Afrique de l'Ouest, en dépit des spécificités institutionnelles.

Le renforcement de capacités peut contribuer à effectivement développer une vision commune au sein de ces cadres, à travers les innovations apportées par SANAD.

Ainsi, à travers le PAGR-SANAD, et à la lumière des leçons apprises des initiatives antérieures sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, dans le Sahel et dans les pays de la CEDEAO, il nous semble nécessaire d'apporter des clarifications dans les incompréhensions multiformes, à la base de la stagnation dans les performances (Evaluation ECOWAP+10, persistance de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle, malgré les investissements massifs et non durables, l'expérience du NUSAPPS...) des interventions, sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle à travers différentes composantes. Il s'agira ainsi, de faire une mise à jour technique ciblant des acteurs des OIG, des OSC/ROPPA et d'autres intervenants impliqués dans les initiatives sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle à travers le PAGR-

²⁷ Le Cadre Harmonisé est un outil fédérateur qui permet de faire une analyse pertinente consensuelle, rigoureuse et transparente de la situation alimentaire et nutritionnelle courante et projetée. Il permet de classer la sévérité de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle suivant l'échelle internationale de classification.

SANAD, par un volet de renforcement des capacités, des acteurs impliqués dans la mise en œuvre du projet, volet qui est inscrit parmi les « Aspects clés à prendre en compte dans PAGR SANAD » tel que stipulé dans ECOWAP, PAU et du CSSA²⁸ autour des points ci-dessous :

- ❖ S'assurer de la compréhension commune du contenu des argumentaires du projet sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle ;
- ❖ De renforcer la collaboration interdisciplinaire réunissant les acteurs institutionnels et techniques chargés de la MOE du PADR-SANAD ;
- ❖ De renforcer les capacités des différents acteurs régionaux afin de :
 - Faciliter la mise en œuvre des initiatives visant à harmoniser l'intégration des indicateurs de nutrition et de sécurité alimentaire,
 - Renforcer l'exécution des actions d'intégration intersectorielles pour une sécurité alimentaire et nutritionnelle durable,
 - Contribuer aux actions visant un ancrage institutionnel pertinent afin que les systèmes d'information de sécurité alimentaire et nutritionnelle rentrent en ligne dans les piliers de la Charte du PREGEC.

Dans cette perspective, l'Assistance Technique du projet PAGR SANAD, va conduire cette mise à jour à travers ce programme en titre.

III OBJECTIFS

Objectif Général : Apporter aux acteurs les informations les plus récentes sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle, les systèmes alimentaires durable pour une compréhension appropriée du contenu et des orientations de la composante 3 du projet PAGR SANAD.

Objectifs spécifiques : Se référer au syllabus.

²⁸ Méthodologie pour l'Assistance technique au PAGR-SANAD. Annexe III : Organisation et Méthodologie Tableau 6 Institutions régionales, leurs politiques et stratégies majeures. Pp 51

IV CONTENU DU PROGRAMME DE MISE A JOUR TECHNIQUE **(A titre indicatifs)**

A- Introduction

B- Eléments de Définition

Alimentation

Nutrition

Contenus, dimensions modèles conceptuels d'analyse

Sécurité Alimentaire

Sécurité Nutritionnelle

Sécurité Sanitaire des Aliments

C- Dimensions Intersectorielle et Interdisciplinaire de la Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle

Exemple de l'ODD2

Analyse des Systèmes Alimentaires Durables

Modèle Conceptuel de la Sécurité Alimentaire et la Biodiversité

D- Systèmes d'information SAN

Indicateurs

Interprétation/Signification

Etude de Cas : le Cadre Harmonisé

E- Intégration de la Nutrition dans les documents de politique et de programme de SAN

Processus de développement d'une politique de SAN

Situation actuelle

Perspectives (OIGs)

Recommandations

V PROCESSUS DE MISE EN ŒUVRE

a) Partage avec les acteurs clés au sein des OIG et des OSC/ROPPA par AT

- Validation du contenu et du programme de renforcement des capacités avec spécification des besoins ;
- Identification des acteurs à former.

b) Développement du contenu, des supports, avec la documentation afférente.

c) Conduite des sessions proprement dites.